



A.D.A

L'ARGENT DES AUTRES

DE JERRY STERNER / MISE EN SCÈNE DANIEL BENOIN
ADAPTATION ET TEXTE FRANÇAIS DANIEL BENOIN ET LINDA BLANCHET

DU 8 AU 12 MAI 2007

GRANDE SALLE

CONTACT SCOLAIRES :

Marie-Françoise Palluy

Tél. 04 72 77 48 35

marie-francoise.palluy@celestins-lyon.org

A.D.A
L'ARGENT DES AUTRES

De **Jerry Sterner**
Mise en scène **Daniel Benoin**
Adaptation et texte français **Daniel Benoin et Linda Blanchet**

Avec

Daniel Benoin

Caroline TRESCA

Simon Eine

Marc Olinger

Claudine Pelletier

Décor - **Jean-Pierre Laporte**
Costumes - **Nathalie Bérard**
Lumière - **Daniel Benoin**
Vidéo - **Benoit Galéra et Jean-Pierre Laporte**
Assistante à la mise en scène - **Emmanuelle Duverger**

Production : Théâtre National de Nice – Les Théâtre de la Ville de Luxembourg

Sommaire

A.D.A en quelques mots...	4
Le metteur en scène	5
La chronique théâtrale de Jean-Pierre Léonardini	6
Le Capitalisme : réflexions	7
Quelques termes utiles	13

A.D.A en quelques mots...

«À Wall Street, il est connu comme le loup blanc : on l'appelle "Larry le liquidateur". Sa méthode n'est un secret pour personne.

Il déniché une entreprise qui rapportera plus d'argent morte que vivante, il en prend le contrôle et il la liquide. Après quoi, il empêche les bénéficiaires avant de passer au meurtre suivant.»

L'action se passe de nos jours à New York et à Rhode Island. L'entreprise industrielle de fils et câbles métalliques dirigée par Andrew Jorgenson fait vivre une bonne partie de la population de la région. Elle survit grâce à des participations achetées dans des manufactures de produits dérivés. Un prédateur financier, loup grossier sans scrupules, se penche sur cette entreprise et propose à son directeur une profitable restructuration... Le duel va s'engager.

Il est rare de lire une pièce qui analyse avec une précision diabolique les rouages économiques les plus actuels. Il est encore plus rare qu'un tel sujet donne lieu à une grande pièce, à la fois par sa force narrative et l'épaisseur des personnages. Tel est le cas de *Other People's Money* de Jerry Sterner, qui décrit de manière décapante le capitalisme contemporain.

Nous savons que le vieux capitalisme "rhénan" est mort depuis longtemps.

Finie l'époque du chef d'entreprise familiale qui exploitait un produit performant ou en créait de nouveaux à la demande du marché. Fini également le capitalisme des "managers" qui, sans liaison ni familiale ni *actionnaire* avec le capital, gérait au mieux les intérêts de l'entreprise et assurait avec force sa place sur le marché.

Aujourd'hui un nouveau type de capitalisme prend le dessus : l'objet en est purement financier et l'objectif le profit maximum à court terme. C'est à la rencontre et à la lutte entre un vieux chef d'entreprise "ingénieur" qui connaît parfaitement sa "boîte" (produits, personnel, technique) et un loup financier que nous convie la pièce de Sterner.

La justesse des propos, la puissance de cet affrontement entre un roi de la Bourse et un chef d'industrie mis en difficulté par la mondialisation, les forces politiques, sociales, humaines mais aussi affectives mises en jeu, tout concourt à faire de cette pièce un tableau bouleversant, même s'il est plein d'humour, un discours des plus aigus sur le monde qui nous gouverne.

Daniel Benoin

Jerry Sterner est-il un homme d'affaires prospère déguisé en écrivain ou un écrivain comblé dissimulé sous un homme d'affaires ?

Après une carrière fort réussie dans l'immobilier à New York, il décide de tout abandonner et de se consacrer à sa première passion : l'écriture. Sa première pièce est un échec. La suivante, *L'Argent des autres gens*, est un énorme succès, elle remporte en 1989 le Award for Best Off Broadway Play. Depuis, elle a été jouée dans la plupart des états américains mais aussi en Europe, en Asie et en Afrique."

André Comte-Sponville, **Le Capitalisme est-il moral ?**

Le metteur en scène

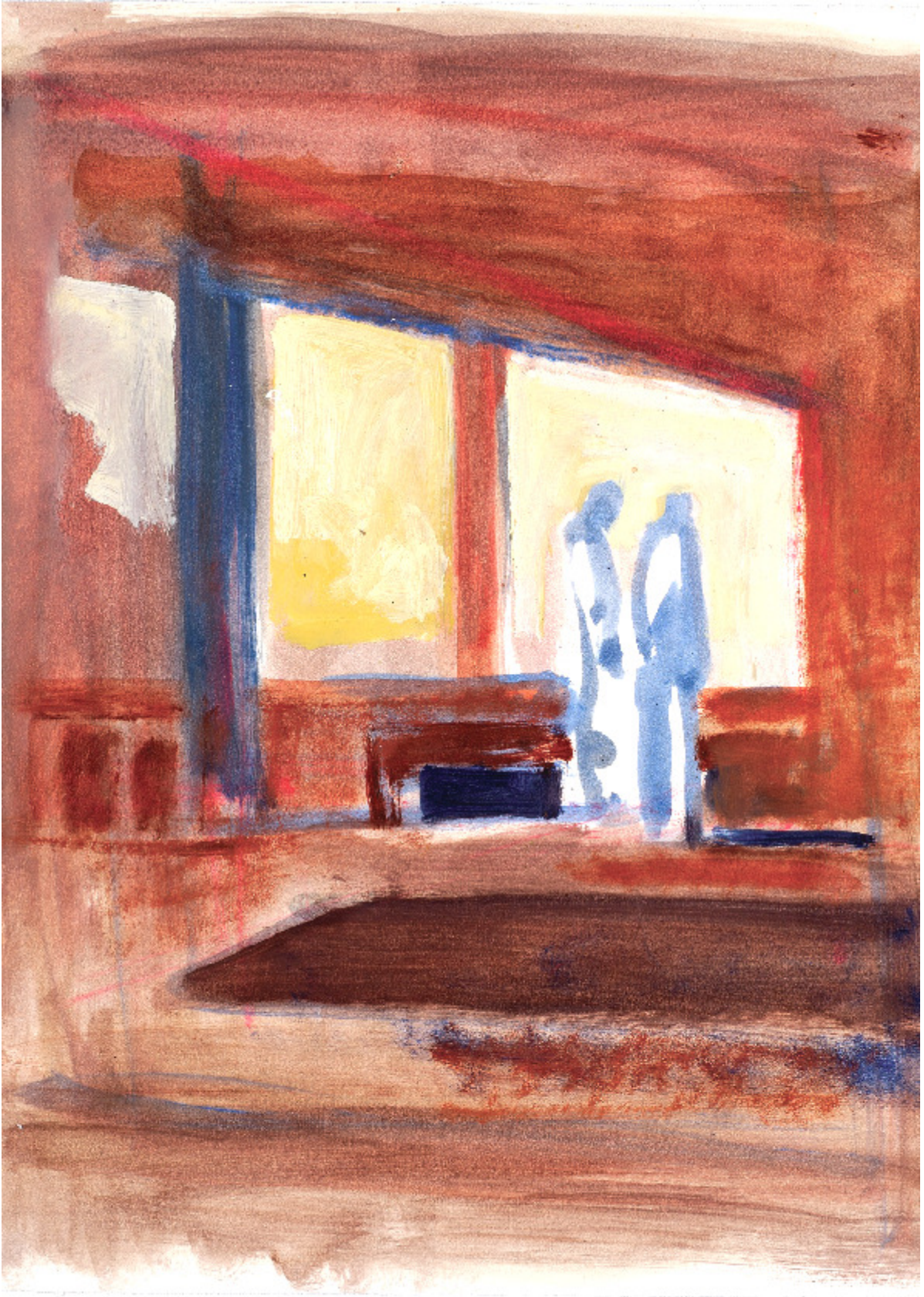
Metteur en scène, auteur, comédien, Daniel Benoin est directeur du Théâtre de Nice, Centre Dramatique National Nice Côte d'Azur, depuis le 1er janvier 2002. Il est à l'origine de la création de la Convention Théâtrale Européenne et du Centre Européen de la Jeune Mise en Scène, vice-Président de l'ACID (Agence pour la Création et l'Innovation dans la Décentralisation dramatique). Il a fondé l'Ecole Nationale d'Acteur de la Comédie de Saint-Etienne et le Forum du Théâtre Européen.

En France, il a notamment mis en scène *L'Ecole des femmes de Molière* (1996), *Lucrece Borgia* de Victor Hugo (1996), *Variations Goldberg* de Georges Tabori (1997), *La Jeune Fille et la Mort* d'Ariel Dorfman (1997), *Top Dogs* d'Urs Widmer (1999), *Manque* (Crave) de Sarah Kane (1999), *Oublier* de Marie Laberge (2000), *Maître Puntila et son valet Matti* de Bertolt Brecht (2001), *L'Avare* de Molière (2002), *Festen* de Thomas Vinterberg, Mogens Rukov (2002), *Misery* de Simon Moore d'après Stephen King (2002), et dernièrement, *La Bohème*, opéra de Giacomo Puccini sous la direction musicale Marco Guidarini, *Dom Juan* de Molière, *Sortie de Scène* de Nicolas Bedos, *A.D.A. : L'argent des autres* de Jerry Sterner, *Maître Puntila et son valet Matti* de Bertolt Brecht.

Il travaille souvent à l'étranger comme en témoignent ses dernières créations en Corée du Sud (l'opéra *Nabucco* de Verdi, 2005), en Espagne (*Les Troyennes* de Sénèque au Centro Andaluz de Teatro de Séville, 2000), en Suède (*Hustruskolan* *L'Ecole des femmes* de Molière, 2005 et *Den Girige - L'Avare* de Molière au Stadsteatern de Stockholm, 1999), en Allemagne (*Herr Puntila und sein knecht Matti* de Bertolt Brecht au Schauspiel Bonn en 1998) ou en Belgique (*Dom Juan* de Molière au KNS d'Anvers en 1997).

Comédien de formation, il a joué récemment dans *L'Argent, ... Celui des autres* de Jerry Sterner, mise en scène Jean-Pierre Dougnac et *Les Grandes Bouches*, film de Bernie Bonvoisin. Egalement réalisateur, il a travaillé pour la télévision (*Hamlet* de Shakespeare en 1978, *La Cantatrice chauve* d'Eugène Ionesco en 1980, *La Chienne dactylographe* de G. Roignant en 1983, *Gimme Shelter* de B. Keefe en 1984, *Guerres aux asperges* de Pierre Louki en 1991) et pour le cinéma (*Bal Perdu*, long métrage produit par les Films de l'Estrade, SGGC, et CAPL en 1989).

Ecrivain et traducteur, il a publié *Sigmaringen*, pièce en trois parties éditée par Actes Sud-Papiers en mai 1990 et est l'auteur de nombreuses traductions publiées telles que *Woyzeck* de Georg Büchner chez Actes Sud / Papiers, *Faust 1 ET 2* de Goethe aux Editions Solin ou *L'Absence de Guerre* de David Hare et *Top Dogs* de Urs Widmer aux Editions de L'Arche. Il participe également à l'élaboration de plusieurs ouvrages et éditions de théâtre ainsi qu'à l'écriture de scénarii.



La chronique théâtrale de Jean-Pierre Léonardini



LA CHRONIQUE THEATRALE DE JEAN-PIERRE LEONARDINI

Meurtres en haut et en bas.

La pièce de l'Américain Jerry Sterner, A.D.A. : l'argent des autres (Other People's Money), adaptée et mise en scène par Daniel Benoin, date de 1989 (1). Voilà un chapitre en actes de l'horreur économique. Larry Garfinkle, prédateur financier, jette son dévolu sur une entreprise à la papa, offre à son directeur une juteuse restructuration.

Le vieux dit non. Il y a combat. Larry le liquidateur l'emporte, les actionnaires votant pour lui. En prime, il épouse l'avocate de l'adversaire. C'est un précis de cynisme chiffré, un compendium des crimes de la spéculation. Sterner est au parfum. Avant d'écrire, il était dans l'immobilier à New York. C'est construit : rebondissements, coups de théâtre en Bourse, exposé didactique des exactions propres à cet univers impitoyable. Benoin joue le salaud sûr de lui avec une espèce de désinvolture loustic. Sophie Duez, en femme de loi idéaliste, fait front telle la chèvre de Monsieur Seguin. Mangée à la fin. Simon Eine (Andrew Jorgenson, industriel paternaliste au passé antérieur) a de beaux accents d'indignation dans un discours d'anthologie. Marc Olinger, rôle de William Coles, second félon du patron ruiné, jette dans la balance un bon poids d'humanité, tandis que Claudine Pelletier (Bea Sullivan, mère de l'avocate et compagne du vaincu) déploie finement les armes ici dérisoires de l'amour. Récit scénique rapide, bien mené, dans un décor de Jean-Pierre Laporte qui n'a pas oublié les tableaux d'Edward Hopper. En exergue, on trouve ces mots de Brecht :

« Il y a pire que braquer une banque, c'est en fonder une. » Pas mal non ?

Le Capitalisme : réflexions

Inrockuptibles

“Daewoo, c’est un crime social. La logique du fric remplaçant la logique industrielle ou le “faire” des hommes, c’est une question qui nous traverse tous. (...) J’ai appris ces paysages industriels, ceux de Longwy en particulier, dans la vallée de la Fensch où étaient ces trois usines Daewoo du temps des aciéries. Il y avait un geste architectural, ces gigantesques usines et leurs hauts-fourneaux, et une mémoire, une geste ouvrière. Là, il y a une fracture sociale ouverte, violente, et quand on arrive sur place tout continue comme avant, un bandeau Thyssen Krupp sur le bâtiment où avant c’était marqué Daewoo, et un hypermarché Auchan sur les ruines de l’usine incendiée. Où sont les centaines d’ouvrières, dont à peine quelques dizaines ont été “reclassées” ? Mystère. Je ne me pose pas la question des “effets” ni des “fonctions”, et la commande initiale de Charles Tordjmann était pour le théâtre, pas pour le livre. Le livre m’est devenu nécessaire parce qu’un jour j’ai vu ce nom qui se promenait dans le ciel, sous une grue, et que soudain l’usine n’avait plus de nom, qu’on le voyait en creux dans le ciel. Et qu’on m’informait que la personne avec qui j’avais rendez-vous était à l’hôpital. Je venais de lire cette phrase : “Les licenciements provoquent d’habitude une augmentation des divorces, des suicides et une prolifération des cancers.” Ça veut dire quoi, ce genre de phrases ? On écrit pour tenter de comprendre soi-même, là où ces questions nous traversent. Le temps, le sens de la vie. Mon premier boulot par intérim, quand j’ai été mis dehors des Arts et métiers, sans diplôme, en 1976, c’était dans une usine Thomson, à Angers.

Quatre mois dessinateur industriel en intérim. Je me souviens de ce qu’étaient les chaînes, le travail des deux mains et des deux pieds, pour ces filles qui continuaient de se maquiller sur la blouse. Et quelquefois les crises nerveuses qu’elles avaient. La première fois que je suis entré chez Daewoo, après les licenciements, j’ai retrouvé la même chaîne, tout enveloppée dans du plastique à bulle, étiquetée, prête à partir pour la Turquie où trois semaines plus tard ça fabriquerait à nouveau des téléviseurs: c’était beau comme du Christo, au milieu du hall vide, et en même temps c’était mon propre souvenir de la Thomson qui me sautait à la figure. Si on n’est pas soi-même le cobaye de son texte, on ne s’y embarque pas.”

Extrait d’une interview de François Bon Auteur de *Daewoo* (éd. Fayard)



“Comment la finance a tué Moulinex. Lors du Forum économique mondial de Davos, en janvier 2004, un sujet d’inquiétude a surgi, inattendu dans les cénacles : les délocalisations. Tant que celles-ci concernaient les industries traditionnelles, nul n’y trouvait à redire. Désormais, elles affectent des emplois de service parfois qualifiés (informatique, conseil juridique...) et touchent les classes moyennes. Les dirigeants occidentaux commencent à s’en inquiéter. En France, à la veille des échéances électorales, le Président de la République et le gouvernement font semblant de découvrir les dégâts de la désindustrialisation afin de masquer leur bilan social désastreux. L’affaire Moulinex représente un cas d’école : soumise à la “dure loi des marchés financiers”, l’entreprise a exigé des salariés des adaptations sans fin. Dont elle est morte.”

Frédéric Lordon

(...) Au lendemain de l'effondrement du mur de Berlin, rares sont les grands patrons français qui ont une vision claire des mutations qui affectent l'économie française. Michel Albert, à l'époque PDG de la compagnie d'assurances publique AGF, et ancien commissaire au Plan, fait exception : il est le premier à cerner que le capitalisme français arrive sans doute à un point charnière de son histoire.

Dans un livre, *Capitalisme contre capitalisme* (Seuil, 1991), qui suscite un large débat, il explique qu'après l'effondrement du système communiste, le nouveau grand enjeu des années à venir sera l'affrontement entre deux systèmes différents : d'une part le capitalisme anglo-saxon ou « néo-américain », d'autre part le capitalisme d'Europe continentale, ou, si l'on préfère, le capitalisme « rhénan ». Issu de la révolution conservatrice des années Reagan et Thatcher, le premier système, d'inspiration fortement libérale, pour ne pas dire ultralibérale, est fondé sur la réussite individuelle et le profit financier à court terme ; valorisant plus la réussite collective, le second système cherche le consensus et a plus que l'autre le souci du long terme. Michel Albert le baptise « capitalisme rhénan », par allusion au fameux *aggiornamento* auquel sont parvenus les sociaux-démocrates allemands, en 1959, lors de leur congrès historique de Bad Godesberg, station thermale au bord du Rhin.

(...) Entre ces deux modèles, écrit à l'époque l'auteur, *«ce sera une guerre souterraine, violente, implacable, mais feutrée et même hypocrite, comme le sont dans une même Eglise, toutes les guerres de chapelles. Une guerre de frères ennemis armés de deux modèles issus d'un même système, porteurs de deux logiques antagonistes du capitalisme au sein d'un même libéralisme. Et peut-être même de deux systèmes de valeurs qui s'opposent quant à la place de l'homme dans l'entreprise, à la place du marché dans la société et au rôle de l'ordre légal dans l'économie internationale»*.

Parlant toujours de cette guerre, il ajoute : *«tout notre avenir en dépend : l'éducation de nos enfants ; l'assurance-maladie de nos parents ; l'aggravation de la pauvreté dans les sociétés riches ; les politiques d'immigration et, pour finir, nos salaires, notre épargne et nos feuilles d'impôt»*. Quand ces lignes sont écrites, le constat ne fait guère de doute : en ce début des années 90, c'est indéniablement du système rhénan que relève le capitalisme français, même s'il présente des particularités qui lui sont propres.

(...) La vague libérale déferle sur toute la France, emporte dans le secteur privé des pans entiers de l'industrie ou de la finance, mais, envers et contre tout, le modèle rhénan survit à cet électrochoc. Dans ce vieux pays connu pour être un « capitalisme sans capitaux », les libéraux qui conduisent les privatisations à marche forcée inventent un système qui est tout sauf... libéral. C'est le fameux système des « noyaux durs », officiellement dénommés groupes d'actionnaires stables par le gouvernement RPR-UDF de Jacques Chirac. En clair, les plus grandes entreprises françaises sont privatisées, mais à chaque fois, elles restent sous le contrôle de ces noyaux durs, dans lesquels on retrouve presque toujours les mêmes puissances financières. UAP, AXA, GAN, ELF, Total, Alcatel, Saint-Gobain, Générale des eaux (futur Vivendi) : ce sont presque à chaque fois les mêmes noms qui figurent dans la liste des actionnaires stables. Mieux que cela, les grands groupes français qui sont les acteurs de ces privatisations nouent au même moment, et à qui mieux mieux, des « participations croisées » les uns avec les autres : Saint-Gobain avec la Générale des eaux, la BNP avec l'UAP, AXA avec Paribas, Suez avec ELF... On devine donc quelle est la règle du jeu principale : *« je te tiens, tu me tiens par la barbichette »*

Chaque grand groupe a une participation dans le groupe voisin, et, assurant à celui-ci une paix royale, peut, en retour, espérer que ses propres actionnaires ne viendront pas contester sa stratégie interne. En clair, le système rhénan peut survivre aux privatisations : avec un semblable maillage de l'économie française, aucune OPA d'envergure n'est évidemment concevable et, pour privatisés qu'ils soient, les grands groupes restent à l'abri des turbulences étrangères. Caricature de ce système fermé sur lui-même, protégé par avance de toute agression extérieure, on a vu Canal +, détenu à 25 % par Havas, prendre 10 % de sa maison mère.

Pourtant, au fil des ans, ce dispositif finit par craquer. Lentement, certes, mais irrémédiablement. D'abord, avec l'envolée des cours de Bourse, les grands groupes français se rendent compte les uns après les autres que leur intérêt est de sortir du système de «participations croisées» qu'ils ont nouées dans le passé, car, en vendant leurs participations, ils peuvent réaliser de substantielles plus-values. De plus, dans un contexte de concurrence accrue, ils comprennent aussi qu'ils doivent impérativement se recentrer sur leurs métiers de base, ceux sur lesquels ils ont une expertise et peuvent espérer gagner de l'argent. Enfin, et surtout, avec les avancées de la mondialisation, une course au gigantisme est lancée, à coups de fusions, d'acquisitions, de regroupements. A partir du milieu des années 90, le doute n'est plus permis : en France, le modèle rhénan commence à craquer. (...)

Gérard Desportes et Laurent Mauduit,
La Gauche imaginaire et le nouveau capitalisme.

Quelques termes utiles

ACTION — Titre représentant une part d'associé dans certaines sociétés (acheter, vendre des actions).

ARBITRAGE — Combinaison de plusieurs opérations permettant de réaliser un bénéfice sans risque en tirant parti des seules imperfections susceptibles d'apparaître entre différents marchés.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS — Créée en 2003, l'A.M.F est un organisme public indépendant qui a pour mission de veiller à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers et tout autre placement donnant lieu à appel public à l'épargne, à l'information des investisseurs, au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers.

BILAN — Tableau représentant l'actif et le passif (d'un commerce, d'une entreprise, etc.) à une date donnée.

BOURSE (des *Van der Burse*, banquiers à Bruges) — Édifice, institution où est organisé le marché des valeurs mobilières. De nombreuses *Bourses de valeurs* existent dans le monde, les principales étant à New York, Londres et Tokyo. Les Bourses de commerce sont les marchés où se négocient des matières premières, des produits alimentaires, etc., les négociations se dénouant *au comptant* par des livraisons effectives ou, le plus souvent, par de simples jeux d'écriture, dans le cadre des *marchés à terme*.

BUDGET — Ensemble des comptes prévisionnels et annuels des ressources et des charges de l'État, des collectivités et établissements publics.

BUSINESS— Activité économique commerciale ou financière.

CAPITAL — Montant des sommes ou des biens apportés à une société et de leur accroissement ultérieur. — Ensemble des biens, monétaires ou autres, possédés par une personne ou une entreprise, constituant un patrimoine et pouvant rapporter un revenu.

CASH FLOW — Différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes de l'entreprise.

CONSEIL D'ADMINISTRATION— Réunion d'actionnaires désignés par les statuts ou par l'assemblée générale d'une société anonyme, pour gérer les affaires de la société.

COTATION— Cours d'un titre ou prix d'une marchandise.

DÉCLARATION — Affirmation de l'existence d'une situation juridique ou d'un fait.

DIVIDENDE — Part de bénéfice attribuée à chaque action d'une société.

ENTREPRISE — Affaire commerciale ou industrielle — Unité économique de production.

FAILLITE — État d'un débiteur qui ne peut plus payer ses créanciers. — Etre en faillite, faire faillite : échec complet d'une entreprise, d'un système.

FONDS DE ROULEMENT — Partie des capitaux permanents utilisée pour le financement des actifs circulants de l'entreprise et assurant une marge de sécurité dans le financement de l'exploitation.

INVESTISSEMENT — Emploi de capitaux visant à accroître la production d'une entreprise ou à améliorer son rendement.

LEVER UNE OPTION — Lever ou exercer une option consiste pour l'acheteur à faire jouer son droit d'acheter ou de vendre une quantité d'actions à un prix déterminé.

LOBBYING — Action menée par un lobby (groupe de pression).

MAXIMISER — Donner la plus haute valeur possible à (une grandeur, un fait, une idée) — Porter une quantité au plus haut degré.

OBLIGATION “POUBELLE”— Obligation émise par une entreprise privée n’ayant pas demandé de notation ou n’ayant obtenu qu’une mauvaise notation de son émission.

O.N.G. — (sigle, nom féminin) Organisation non gouvernementale.

O.P.A. — (sigle, nom féminin) Offre publique d’achat. Opération de bourse consistant, pour une personne physique ou morale, à faire connaître publiquement aux actionnaires d’une société cotée qu’elle est disposée à acquérir leurs titres à un prix supérieur au cours de bourse, en vue de prendre ou de renforcer son contrôle sur cette société.

PARACHUTE EN OR — Indemnité de licenciement conséquente négociée par un PDG ou un cadre dirigeant dès son recrutement.

REDÉPLOIEMENT — Réorganisation d’une activité économique, notamment par l’accroissement des échanges avec l’extérieur.

RESTRUCTURATION — Action de réorganiser selon de nouveaux principes, avec de nouvelles structures, un ensemble devenu inadapté (restructuration d’une industrie).

SPÉCULATION — Technique d’achat et de revente de biens ou valeurs en vue de tirer profit des fluctuations de leurs cours.

STATUT — Texte ou ensemble de textes fixant les garanties fondamentales accordées à une collectivité. — Acte constitutif d’une société ou d’une association, qui en fixe légalement les règles de fonctionnement.